

Art. 2. — Les candidats visés à l'article 6 (2°) du décret n° 59-1182 du 19 octobre 1959 (deuxième concours) subissent les épreuves définies ci-après :

1° Epreuves écrites.

Epreuve I. — Composition sur une ou plusieurs questions relatives à l'organisation administrative et au fonctionnement des services publics (durée : trois heures ; coefficient 1).

Epreuve II. — Rédaction d'un rapport, d'une lettre ou d'une note portant sur une question de l'ordre de celles que les assistants ou assistants de service social peuvent être amenés à traiter dans l'exercice de leurs fonctions (durée : deux heures ; coefficient 1).

2° Epreuves orales.

Epreuve III. — Conversation avec le jury à propos d'un sujet social choisi de façon à permettre aux candidats de manifester leurs qualités de réflexion et leurs aptitudes professionnelles (durée de la préparation : dix minutes ; durée de la conversation : quinze minutes ; coefficient 1).

Epreuve IV. — Interrogation orale portant sur l'enseignement en France et sur l'organisation du ministère de l'éducation nationale. Le programme de cette épreuve sera fixé par un arrêté des ministres intéressés (durée de la préparation : quinze minutes ; durée de l'interrogation : quinze minutes ; coefficient 1).

Art. 3. — La liste des candidats autorisés à prendre part au concours est arrêtée par le ministre de l'éducation nationale quinze jours au moins avant l'ouverture des épreuves.

Art. 4. — Il est attribué à chacune des épreuves une note comprise entre 0 et 20.

Peuvent seuls être déclarés admis les candidats ayant obtenu, pour chacune des épreuves, une note au moins égale à 5 sur 20 et, pour l'ensemble de ces épreuves, un total de points au moins égal à 40.

Art. 5. — Le jury arrête pour chaque concours la liste de classement par ordre de mérite des candidats admis. Il peut établir une liste complémentaire de façon à permettre de pourvoir aux emplois devenus vacants par suite de défection de candidats déclarés admis. Le ministre de l'éducation nationale arrête la liste définitive d'admission.

Art. 6. — Le directeur des services administratifs et sociaux du ministère de l'éducation nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 13 mai 1968.

Le ministre de l'éducation nationale,
Pour le ministre et par délégation :
Le secrétaire général,
PIERRE LAURENT.

Le ministre d'Etat chargé de la fonction publique,

Pour le ministre d'Etat et par délégation :

Le directeur général de l'administration
et de la fonction publique,
FERNAND GRÉVISSE.

Le ministre des affaires sociales,
Pour le ministre et par délégation :
Le directeur du cabinet,
BERNARD GUITTON.

PROGRAMME DES ÉPREUVES

Le ministre d'Etat chargé de la fonction publique, le ministre de l'éducation nationale et le ministre des affaires sociales,

Vu l'ordonnance n° 59-244 du 4 février 1959 portant statut général des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 55-402 du 9 avril 1955 portant titularisation des assistants, assistants et auxiliaires de service social appartenant aux administrations de l'Etat, aux services extérieurs qui en dépendent et aux établissements publics de l'Etat et créant un cadre spécial d'adjointes d'hygiène scolaire et universitaire relevant de l'éducation nationale ;

Vu le décret n° 59-1182 du 19 octobre 1959 modifié portant règlement d'administration publique relatif au statut des assistants, assistants et auxiliaires de service social appartenant aux administrations de l'Etat, aux services extérieurs qui en dépendent ou aux établissements publics de l'Etat ;

Vu l'arrêté du 5 juillet 1967 portant constitution d'un corps d'assistantes sociales mises à la disposition du ministère de l'éducation nationale ;

Vu l'arrêté du 24 septembre 1960 relatif au concours de recrutement des assistantes sociales de l'Etat ;

Vu l'arrêté du 13 mai 1968 fixant la nature des épreuves des concours de recrutement des assistants et assistantes de service social du ministère de l'éducation nationale,

Arrêtent :

Art. 1^{er}. — Le programme des épreuves IV (épreuve supplémentaire orale) des premier et deuxième concours organisés pour le recrutement d'assistants ou d'assistantes de service social du ministère de l'éducation nationale est fixé ainsi qu'il suit :

Premier concours.

- 1° Notions générales sur l'organisation de l'enseignement en France et sur la réforme de l'enseignement.
- 2° L'orientation scolaire et professionnelle.
- 3° Le régime des bourses.
- 4° Organisation et attribution des services des œuvres universitaires.
- 5° L'organisation générale des services centraux et des services extérieurs du ministère de l'éducation nationale.
- 6° Les établissements de l'éducation nationale.
- 7° Les personnels de l'éducation nationale.

Deuxième concours.

- 1° Notions générales sur l'organisation de l'enseignement en France et sur la réforme de l'enseignement.
- 2° L'orientation scolaire et professionnelle.
- 3° Le régime des bourses. L'aide sociale en faveur de la scolarisation des enfants inadaptés.
- 4° Organisation et attribution des services des œuvres universitaires.
- 5° Les services de la médecine préventive de l'enseignement supérieur (M. P. E. S.).
- 6° La mutuelle générale de l'éducation nationale (M. G. E. N.), la mutuelle nationale des étudiants de France (M. N. E. F.), la fondation Santé des étudiants de France.
- 7° L'organisation générale des services centraux et des services extérieurs du ministère de l'éducation nationale.
- 8° Les établissements de l'éducation nationale.
- 9° Les personnels de l'éducation nationale.
- 10° L'assistante sociale dans l'éducation nationale.

Art. 2. — Le directeur des services administratifs et sociaux du ministère de l'éducation nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 13 mai 1968.

Le ministre de l'éducation nationale,
Pour le ministre et par délégation :
Le secrétaire général,
PIERRE LAURENT.

Le ministre d'Etat chargé de la fonction publique,

Pour le ministre d'Etat et par délégation :

Le directeur général de l'administration
et de la fonction publique,
FERNAND GRÉVISSE.

Le ministre des affaires sociales,
Pour le ministre et par délégation :
Le directeur du cabinet,
BERNARD GUITTON.

Modalités de l'examen professionnel pour la titularisation des anciens agents temporaires du ministère de la construction dans le corps des inspecteurs de la jeunesse et des sports.

Le ministre d'Etat chargé de la fonction publique, le ministre de l'économie et des finances, le ministre de l'éducation nationale et le ministre de la jeunesse et des sports,

Vu le décret du 7 avril 1967 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu l'ordonnance n° 59-244 du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 46-1469 du 17 juin 1946 portant organisation provisoire du corps de l'inspection de l'éducation physique et des sports ;

Vu le décret n° 51-837 du 3 juillet 1951 portant règlement d'administration publique pour la fixation de certaines règles relatives au statut particulier des inspecteurs de la jeunesse et des sports, ensemble les textes qui l'ont modifié et complété ;

Vu le décret n° 60-579 du 15 juin 1960 portant règlement d'administration publique relatif aux modalités de reclassement applicables aux personnels temporaires du ministère de la construction bénéficiaires des dispositions de l'article 58 de la loi n° 57-908 du 7 août 1957,

Arrêtent :

Art. 1^{er}. — Les agents temporaires du ministère de la construction bénéficiaires du décret n° 60-579 du 15 juin 1960 susvisé et nommés dans un emploi d'inspecteur stagiaire de la jeunesse et des sports subissent un examen professionnel dont les modalités sont définies ci-après.

Art. 2. — Une note de stage (coefficient 4) prise en compte pour l'admission et portant sur le comportement professionnel de l'intéressé est attribuée par le chef du service auprès duquel l'intéressé effectue son stage.

Art. 3. — Les épreuves d'admissibilité cotées de 0 à 20 comprennent :

1° La rédaction d'un rapport, soit après étude d'un dossier, soit après visite d'installations sportives ou socio-éducatives (durée : quatre heures ; coefficient 2) ;

2° La rédaction d'une dissertation portant sur un sujet de psychopédagogie (durée : quatre heures ; coefficient 2).

Art. 4. — Les épreuves d'admission cotées de 0 à 20 comprennent :

1° Une conversation avec le jury permettant d'apprécier la culture générale du candidat (durée : vingt minutes ; coefficient 4) ;

2° Un exposé d'environ dix minutes après préparation d'une heure portant sur l'organisation générale du ministère de l'éducation nationale et du ministère de la jeunesse et des sports, suivi d'un entretien entre le jury et le candidat (coefficient 3) ;

3° Une interrogation portant sur les principes du droit administratif, du droit constitutionnel, de la législation financière et sur la législation générale de l'enseignement et de la jeunesse et des sports (coefficient 3).

Le programme des épreuves indiquées à l'alinéa 2 de l'article 3 et aux alinéas 2 et 3 de l'article 4 est celui figurant en annexe de l'arrêté du 11 mars 1963 relatif au certificat d'aptitude à l'inspection de la jeunesse et des sports.

Art. 5. — 1. L'admission d'un candidat ayant obtenu à l'une quelconque des épreuves écrites et orales une note inférieure à 5 ne pourra être prononcée qu'après délibération spéciale de l'ensemble du jury ;

2. Le minimum des points exigé pour l'admission est fixé à 180.

Art. 6. — Le jury de l'examen professionnel est ainsi composé :

Deux inspecteurs généraux de la jeunesse et des sports ;

Deux inspecteurs principaux de la jeunesse et des sports ;

Deux inspecteurs de la jeunesse et des sports ;

Trois administrateurs civils.

Art. 7. — Le sous-directeur de l'administration du ministère de la jeunesse et des sports ainsi que le recteur de l'académie intéressée sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 14 mai 1968.

Le ministre de l'éducation nationale,

Pour le ministre et par délégation :

Le secrétaire général,

Par empêchement du secrétaire général :

Le chef de service,

chargé du service du budget et des affaires financières,
A. BLANCHARD.

Le ministre d'Etat chargé de la fonction publique,

Pour le ministre d'Etat et par délégation :

Pour le directeur général de l'administration

et de la fonction publique empêché :

Le sous-directeur,

JEAN LEBLAY

Le ministre de l'économie et des finances,

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur du budget,

Par empêchement du directeur du budget :

Le sous-directeur,

EDMOND RAOUX.

Le ministre de la jeunesse et des sports,
FRANÇOIS MISSOFFE.

Administration centrale.

Par arrêté du Premier ministre, du ministre de l'éducation nationale et du ministre de l'industrie en date du 14 mai 1968, Mlle Aouidad (Georgette), administrateur civil de 2^e classe, est, à compter du 16 février 1968, placée dans la position définie à l'article 1^{er} du décret n° 64-1172 du 26 novembre 1964 pour exercer ses fonctions au ministère de l'industrie.

MINISTÈRE DE L'EQUIPEMENT ET DU LOGEMENT

Décret du 8 mai 1968 concédant au département des Côtes-du-Nord l'exploitation et les travaux d'entretien et d'aménagement du canal de Nantes à Brest entre l'écluse n° 138 (exclue) et la limite du département du Finistère (écluse n° 192 exclue), y compris le réservoir d'alimentation du Coron.

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'équipement et du logement, Vu le décret n° 53-805 du 18 juin 1955, article 1^{er}-a, fixant les conditions de concession, de radiation ou de classement des voies d'eau faisant partie du domaine public de l'Etat ;

Vu le code du domaine public fluvial et de la navigation intérieure, notamment son article 5 ;

Vu le décret n° 61-216 du 2 février 1961 relatif à l'attribution du produit du droit de pêche sur les voies d'eau du domaine public de l'Etat concédées à des collectivités ou établissements publics ;

Vu le décret du 27 juillet 1957 qui a rayé de la nomenclature des voies navigables le canal de Nantes à Brest entre Guerlédan et Châteaulin, mais l'a maintenu dans le domaine public ;

Vu les délibérations du conseil général des Côtes-du-Nord en date des 9 janvier 1965 et 12 janvier 1966 et la délibération de la commission départementale en date du 26 janvier 1967 ;

Vu l'avis de la chambre de commerce et d'industrie des Côtes-du-Nord en date du 18 avril 1967 ;

Vu le dossier les enquêtes ouvertes dans les communes riveraines ;

Vu l'avis du directeur de l'office national de la navigation en date du 21 septembre 1967 ;

Vu l'avis du ministre de l'intérieur en date du 28 septembre 1967 ;

Vu l'avis du ministre de l'agriculture en date du 25 octobre 1967 ;

Vu l'avis du ministre de l'industrie en date du 7 novembre 1967 ;

Vu l'avis du ministre de l'économie et des finances en date du 13 décembre 1967 ;

Vu le décret du 1^{er} mai 1968 relatif à l'exercice des attributions du Premier ministre pendant l'absence de M. Georges Pompidou ;

Le Conseil d'Etat (section des travaux publics) entendu,

Décète :

Art. 1^{er}. — Sont concédés au département des Côtes-du-Nord, aux clauses et conditions du cahier des charges annexé au présent décret, l'exploitation et les travaux d'entretien et d'aménagement du canal de Nantes à Brest de l'écluse 138 (exclue) à la limite du département du Finistère (écluse n° 192 exclue), y compris le réservoir d'alimentation du Coron, en vue d'y assurer l'écoulement normal des eaux et de satisfaire aux besoins de l'industrie, de la pêche, du tourisme et de l'hygiène publique ou de l'agriculture par assainissement ou irrigation.

Art. 2. — Le département des Côtes-du-Nord est investi pour l'exécution des travaux dépendant de cette concession et plus généralement pour tous actes rendus nécessaires par l'exercice de celle-ci de tous les droits que les lois et règlements confèrent à l'administration en matière de travaux publics ; il demeure, en même temps, soumis à toutes les obligations qui dérivent, pour l'administration, de ces lois et règlements.

Art. 3. — En cas d'expiration ou de retrait de la présente concession, l'Etat ne sera tenu à aucune obligation du fait des engagements pris par le département des Côtes-du-Nord en qualité de concessionnaire.

Art. 4. — Le ministre de l'équipement et du logement est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 8 mai 1968.

LOUIS JOXE.

Par le garde des sceaux, ministre de la justice, pour le Premier ministre et par délégation :

Le ministre de l'équipement et du logement,
FRANÇOIS ORTOLI.

CAHIER DES CHARGES

TITRE I^{er}

OBJET ET NATURE DE LA CONCESSION

Article 1^{er}.

Objet de la concession.

Sont concédés au département des Côtes-du-Nord, aux clauses et conditions du présent cahier des charges, l'exploitation et les travaux d'entretien et d'aménagement du canal de Nantes à Brest entre les écluses 138 (exclue) et 192 (exclue), y compris le réservoir d'alimentation du Coron en vue d'y assurer l'écoulement normal des eaux et de satisfaire aux besoins de l'industrie, de la pêche, du tourisme et de l'hygiène publique ou de l'agriculture par assainissement ou irrigation.

Article 2.

Consistance de la concession.

La longueur de la section du canal ainsi concédée est de 40,292 km. Elle est radiée de la nomenclature des voies navigables ou flottables.

La concession comprend le canal avec ses dépendances, berges, francs-bords, chemins de halage, plantations, digues, barrages, écluses ou autres ouvrages actuellement entretenus par l'Etat, terrains, magasins, maisons d'éclusiers, matériel, outillage ainsi que tous biens et droits mobiliers et immobiliers faisant partie du